

Rencontres de solidarité avec les sidérurgistes du Nord et de la Lorraine

Voir pages 4 et 5

Vendredi 20 avril 1979 - No 1076

BP 61, 75861 Paris cedex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Des améliorations en vue, mais pour qui ?

ILS étaient cinq, mais c'était quand même un monologue. Giscard parlait devant quatre figurants particulièrement complaisants. Il inaugurait ainsi la première série d'émissions télévisées qu'il s'est octroyée tous les deux mois. C'était la grande opération poudre aux yeux sur la boîte à images.

Le chômage ? Il y a, d'après Giscard, « des chances d'amélioration ». Il n'y aurait plus que 900 000 chômeurs indemnisés en 1979. Giscard n'a pas précisé, si les autres ont trouvé du travail ou bien s'ils ont exclus de l'ANPE. Les jeunes ? Le gouvernement va organiser un nouveau pacte pour l'emploi, voilà du nouveau ! Comme en 1977, le travail gratuit pour les patrons.

Giscard, qui n'est pas raciste, a expliqué qu'il y avait beaucoup trop de travailleurs immigrés en France, annonçant ainsi un renforcement de sa politique d'expulsion.

Pour ce qui est de la démographie, Mme Veil va organiser un « colloque ouvert ». La Lorraine : « le gouvernement va examiner ». En ce qui concerne l'énergie, le ministre français va « examiner la situation avec son homologue américain ». Sur le nucléaire, ne vous inquiétez pas, « une commission rédige un rapport ».

La liberté et les droits démocratiques ? Giscard prend l'affaire en main : il se préoccupe des libertés en Iran. « Nous sommes qualifiés pour parler des droits de l'homme », a-t-il dit, oubliant de parler des droits démocratiques (manifestation, affichage) qu'il essaie d'ôter aux travailleurs et des procès exécutifs qui ont suivi le 23 mars.

Bref, une avalanche de promesses qui ne peut cacher la réalité. Ce que Giscard n'a pas dit, c'est que « l'opération Lorraine » n'est pas un fait isolé. Les monopoles français, bien décidés à se placer en tête sur les marchés européens et internationaux ont entrepris sous la houlette de Giscard-Barre, une vaste opération de restructuration et de concentration. Cette restructuration se fait autour des secteurs de pointe où les monopoles français disposent d'atouts sérieux : aéronautique, informatique, électronique, nucléaire, etc. Ces restructurations s'accompagnent de licenciements, d'aides de toutes sortes accordées aux patrons (dégrèvements d'impôts, subventions de toutes sortes, blocage des salaires). Tout cela ce sont les travailleurs qui vont le payer.

« Les chances d'amélioration » dont a parlé Giscard, non, ce n'est vraiment pas pour les travailleurs, c'est pour les monopoles, qui ne se portent déjà pas si mal que ça.
Léon CLADEL

Un Giscard cynique et satisfait

Dans la situation que connaissent les travailleurs, un tel étalage de satisfaction n'a pu que susciter l'indignation.

Pendant que Giscard s'exprime si sereinement, à la Solmer comme à Dunkerque, Usinor maintient le lock-out.

Mercredi, dans de nombreuses unités, les sidérurgistes ont interrompu la production :

pas de coulée à Usinor-Denain, production ralentie à Cockerill, à la Chiers de Longwy, etc ...

Voir page 3

Manœuvre sioniste au Sud-Liban

Les milices de droite décrètent l'indépendance des enclaves

AINSI, conformément à ce qu'il avait annoncé, le chef des milices de droite, le « Commandant » Haddad a annoncé hier l'indépendance de la zone contrôlée par ses troupes.

Cette zone, d'une largeur de cinq à six kilomètres, s'étend tout le long de la frontière israélo-libanaise. On y compte 80 000 habitants et la ville principale en est Marjayoun.

Il est bien évident que sur le plan du droit, cette déclaration n'a pas la moindre valeur.

Plusieurs pays, dont la France ont d'ailleurs déjà réagi officiellement contre cette parodie d'indépendance derrière laquelle se profile grossièrement l'Etat sioniste. En 1967, Moshe Dayan déclarait que « Les frontières d'Israël, à l'exception de

celles avec le Liban, sont idéales ».

On sait qu'en mars dernier, les troupes israéliennes avaient déclenché une véritable guerre et pénétré en force au Sud-Liban jusqu'aux rives du Litani.

Sous la pression internationale, du fait, en particulier, des décisions du Conseil de sécurité de l'ONU et de l'envoi des casques bleus de la FINUL, les troupes sionistes avaient dû se retirer quelques temps après, mais non sans avoir soigneusement préparé leur relève en remettant leurs positions aux milices de droite qui s'y retranchèrent.

Sous couvert d'un « cordon de sécurité » cette manœuvre visait à préparer un retour, mais sous une forme « légale » cette fois. C'est un nouveau pas dans ce sens qui vient d'être franchi. Les déclarations des dirigeants sionistes sont sans ambiguïté :

que l'armée libanaise ne cherche pas à reprendre cette bande, sinon...

L'armée libanaise, justement, continue à descendre vers le Sud où elle doit, au terme des décisions de l'ONU, prendre la relève des contingents de la FINUL.

Sa progression a cependant été ralentie par un tir d'artillerie effectué à partir du terri-

toire israélien. Un casque bleu norvégien a d'ailleurs été tué.

En théorie, et au terme des décisions de l'ONU, le gouvernement libanais pourrait demander l'aide des forces de la FINUL pour imposer son autorité sur l'ensemble du Sud-Liban et empêcher que se forme ainsi un nouveau « protectorat » israélien en territoire arabe.

Serge FOREST



Les forces de la FINUL au Sud-Liban. Le gouvernement libanais pourrait demander l'aide des forces de la FINUL pour imposer son autorité au Sud-Liban.

Nous publierons dans notre édition datée du 24 avril le Rapport sur la situation intérieure présenté à la VIIe session du Comité central du PCML

Le 17 avril 1975, Phnom Penh était libérée par les patriotes cambodgiens

Chaleureuse commémoration à Paris



La partie artistique au meeting de commémoration de la libération de Phnom-Penh.

LE 17 avril 1975, Phnom Penh était libérée par les patriotes cambodgiens, après une guerre héroïque de cinq années. Et du même coup l'impérialisme américain, battu à plate couture par un petit pays de huit millions d'habitants, enregistrant une des défaites les plus retentissantes de son histoire.

Mais la lutte du peuple

du Kampuchea pour le droit élémentaire de maîtriser lui-même sa propre existence ne devait pas s'arrêter là.

La commémoration du 4e anniversaire de cet événement se faisait cette année dans le cadre des circonstances difficiles créées par la brutale invasion du Kampuchea par le Vietnam.

C'est pourquoi la soirée organisée à Paris à cette occasion, par le comité des patriotes du Kampuchea Démocratique en France, s'est déroulée dans une atmosphère chaleureuse et fraternelle mais aussi empreinte de gravité et de détermination.

Elle commençait par un émouvant hommage rendu au drapeau du Kampuchea Démocratique, pendant que retentissait l'hymne national « Glorieux 17 avril », suivi d'une minute de silence à la mémoire de tous les fils et filles du Kampuchea tombés pour que ce drapeau puisse flotter librement sur leur pays.

Dans son intervention, le président du comité, M. Chopininto, rappelait la signification historique de la victoire passée. Il affirmait aussi la résolution du peuple du Kampuchea à créer les conditions d'un nouveau 17 avril, plus éclatant encore, qui consacrerait la défaite totale des agresseurs vietnamiens.

Les représentants du Mouvement communiste révolutionnaire de Grèce et du Parti communiste d'Allemagne (KPD) apportaient la solidarité de leur parti. Ils exprimaient la conviction des nombreuses délégations françaises et étrangères représentées (italienne, norvégienne, portugaise, argentine, uruguayenne) que la juste guerre populaire des patriotes du Kampuchea serait nécessairement victorieuse.

Ensuite, la salle où se mêlaient fraternellement Cambodgiens et amis français et étrangers applaudit la partie artistique et le film, réalisé au moment des premiers assauts vietnamiens en 1972, « la véritable natu-

re de l'agression vietnamienne au Kampuchea ».

Une résolution adoptée à l'unanimité exprimait la condamnation de l'agression vietnamienne, exigeait le départ immédiat des troupes vietnamiennes et apportait son soutien à la lutte armée des patriotes.

Tananarive (Madagascar)

Arrestation de patriotes militants

LES 5 et 6 avril 1979, deux anciens membres du bureau central de l'AEOM (Association des étudiants d'origine malgache en France) étaient arrêtés à Tananarive (Madagascar) et sont depuis détenus dans le centre de la Direction de la documentation intérieure et extérieure (DGDIE), qui est l'équivalent du SDECE en France.

LES FAITS

Le 5 avril, un responsable de la représentation permanente de l'AEOM à Madagascar accompagnait à l'aéroport une compatriote qui devait se rendre d'urgence auprès d'une malade en France et à qui il confia un paquet de lettres, dont certaines personnelles, d'autres destinées à l'AEOM d'une part et à la représentation extérieure du MONIMA (*) d'autre part, ainsi que des documents d'étude sur les problèmes de nationalités à Madagascar pour la préparation d'un festival culturel.

En passant au contrôle de la police, la compatriote fut directement interceptée par un haut responsable de la police qui fouilla ses affaires (où se trouvaient les lettres et documents) qui furent saisis par la police. Tous les deux sont arrêtés et amenés au centre de la DGDIE.

Le 6 avril, la police est venue arrêter un autre ca-

marade qui est le délégué spécial à la représentation extérieure du MONIMA, de passage au pays. Une perquisition minutieuse est effectuée chez lui et renouvelée le lendemain. La police a saisi du matériel courant de diffusion et de popularisation.

Jusqu'à présent, aucun motif précis, aucune affaire particulière susceptible de donner lieu à des arrestations ne peuvent justifier les mesures prises à l'encontre des deux camarades. Cela ne relève que de l'arbitraire et d'un abus de pouvoir des autorités en place.

UN CENTRE PARTICULIER

Depuis leur détention, ces camarades sont privés de tout contact avec l'extérieur (même famille et avocat). Ce centre, prudemment appelé « Centre de résidence surveillée » n'est rien moins qu'un endroit où on ferait subir aux détenus certaines méthodes perfectionnées pour les traitements spéciaux (tortures morale, psychologique et physique).

Toutes les personnes arrêtées et dirigées vers ce centre ne sont jamais traduites en justice : certaines peuvent y rester aussi longtemps que les autorités le désirent, pour d'autres l'on n'a jamais eu de nouvelles. Certaines des rares personnes qui s'en sortent portent des traces de leur passage au centre, jusqu'à notamment, un handicap mental.

D'après les dernières nouvelles, la troisième personne a été relâchée le 10 avril. Quant aux deux camarades, on n'a aucune nouvelle d'eux. Ils sont soi-disant gardés à vue dans le centre pour les « besoins de l'enquête ». Selon la juridiction malgache, il peut y avoir « 15 jours de délai de garde à vue pour les affaires relevant de la Cour de sûreté de l'Etat », renouvelables.

Le pouvoir malgache qui essaie de se faire passer pour « démocratique, révolutionnaire et socialiste » au yeux de l'opinion internationale est bien au courant des convictions et engagements politiques des deux camarades. Il tentera d'utiliser toutes les manœuvres possibles pour dresser un mur de silence vis-à-vis de l'opinion internationale. Depuis 1976, le pouvoir a multiplié les manœuvres de provocations, d'intimidation, de menaces, de divisions... dans l'espoir de désarmer et d'affaiblir le camp populaire. Mais il n'a jamais pu trouver un motif tangible sur lequel il pourrait s'appuyer pour mettre « hors circuit » les militants révolutionnaires, sans se démasquer trop vite aux yeux des masses. Toujours est-il qu'à l'heure actuelle le sort des deux camarades est inquiétant.

D'après des informations fournies par la représentation extérieure du MONIMA et le bureau central de l'AEOM)

* MONIMA : Mouvement national pour l'Indépendance de Madagascar.

Le nucléaire dans les pays de l'Est

Déjà plusieurs accidents graves

La rentabilité avant la sécurité

Il y a trente-quatre centrales nucléaires en URSS et en Europe de l'Est. Trente-cinq autres sont prévues ou déjà en construction. Et déjà, de graves accidents ont eu lieu :

— En 1958, une puissante explosion a eu lieu dans un dépôt de déchets atomiques dans l'Oural, entre les villes de Tcheliabinsk et Sverdlovsk. Selon le savant Jaurès Medvedev, « des centaines de gens sont morts, des dizaines de milliers ont été contaminés par la radio-activité ». Une zone grande comme un département a été rendue inutilisable pour des dizaines d'années.

— En 1974, une forte explosion a été détectée par les services américains dans la centrale de Chevtchenko, près de la mer Caspienne ; les autorités soviétiques ont reconnu qu'il y avait effectivement eu une « panne ».

— En 1976, dans la centrale de Jaslovské Bohunice, en Tchécoslovaquie, deux

techniciens sont morts intoxiqués par le dioxyde de carbone qui s'était échappé du réacteur.

— En 1977, un cours d'eau a été pollué par du liquide radio-actif provenant de cette même centrale. Du gaz radio-actif s'en est aussi échappé. Il a fallu arrêter le réacteur.

Ce sont les accidents dont on a pu avoir connaissance. En règle générale, les autorités préfèrent garder le silence sur ce genre de choses et parler de la « sécurité absolue » des centrales. On sait pourtant qu'elles préfèrent la rentabilité à la sécurité. Ainsi, les centrales nucléaires soviétiques n'ont ni système de refroidissement de secours, ni ceinture de protection, ni dispositif antidéflagrant.

Le vice-président du comité d'Etat pour la science et la technique, Gvchiani, disait à ce propos : « Ça ne fait que rendre les centrales atomiques, plus, chères... »

Un Giscard satisfait et cynique

Dans la situation que connaissent les travailleurs, un tel étalage de satisfaction n'a pu que susciter l'indignation

ALORS que les capitalistes ont lancé une de leurs plus fortes attaques contre les conditions de vie du peuple de notre pays, hier soir les monopoles, par Giscard interposé, ont fait leur show sur Antenne 2. « Restructurer » idéologiquement les travailleurs, selon leurs vues — en clair, les prendre pour des imbéciles — c'est ce que le président a tenté de faire hier soir, une fois de plus, en parlant du chômage, de l'avenir, etc.

D'entrée, pour gagner la confiance des auditeurs, Giscard mime la franchise : « Le chômage : il faut dire la vérité sur ce sujet comme sur les autres. La France traverse une période exceptionnelle où la population active augmente très fortement : 850 000 jeunes arrivent sur le marché de l'emploi, l'avenir n'est pas bouché ».

Se servir des jeunes pour expliquer le chômage, il fallait y penser... Mais le gouvernement « va mettre en place tous les mécanismes nécessaires pour assurer un emploi à tous », c'est-à-dire d'autres sinistres stages Barre-bis seront mis en place.

LES PAROLES ET LES CHIFFRES

La vérité sur ce sujet, les travailleurs la vivent tous les jours. La voilà, toute crue, en chiffres :

— De février 1978 à février 1979, le « nombre d'emplois non satisfaits », relevé par l'INSEE, a augmenté de 20 % dépassant les 1 350 000 et, selon les évaluations plus précises du Bureau international du travail, il atteindrait 1 800 000. Depuis 1974, le chômage a plus que triplé ; depuis dix ans, il a décuplé. 40 % des chômeurs sont des jeunes de moins de 25 ans, 57 % sont des femmes.

L'ancienneté dans le chômage est passé de 7,6 mois en 1975 à 11 mois aujourd'hui. Quant aux « chômeurs secourus », 40 % ne perçoivent aucune indemnité.

Globalement, depuis 4 ans, le total des emplois salariés plafonne autour de 13 800 000 dans l'ensemble des branches non-agricoles alors que la population active disponible augmente de 200 000 à 220 000 par an.

Alors que des milliers de travailleurs, en particulier dans la sidérurgie, sont en train de se faire licencier, il faut avoir le culot de Giscard pour parler ainsi !

Un Giscard qui ment sans vergogne puisque Boulin, le ministre du chômage, prévoit une augmentation de 12 % du chômage en 1979. Les calculs faits par l'INSEE ces derniers mois pour préparer le 8e plan laissent entrevoir une réduction d'emplois de 450 000 entre 1976 et 1983 où, selon des statistiques officielles, le chômage dépasserait alors les deux millions.

MENTEZ, MENTEZ...

« Il n'y aura pas d'autre Lorraine ». Mensonge une fois de plus... puisque des plans sont prévus pour supprimer 20 000 emplois dans la téléphonie d'ici 1983 et que le plan Guillaumat prévoit 30 000 suppressions

d'emploi à la SNCF à la même date, sans parler, bien sûr, de toutes les petites usines qui ferment.

Parlant d'Hoveyda, le président a abordé la question des droits de l'homme : « Nous sommes qualifiés pour parler des droits de l'homme ». De la bouche du dirigeant d'un pays qui a encore des colonies, qui condamne les indépendantistes tahitiens, emprisonne les patriotes corses ou basques, cela ne manque pas de cynisme...

Quant Giscard parle des droits de l'homme, c'est bien des droits des hommes des monopoles dont il s'agit : celui de s'en prendre aux libertés démocratiques, droit de manifestation, d'affichage, de grève.

La répression contre les délégués syndicaux, les travailleurs combattifs, les vexations incessantes contre nos frères immigrés : contrôles d'identité, expulsion des grévistes des foyers Sonacotra, cela fait, sans doute, aussi partie de la liberté démocratique de « freiner l'immigration » comme Giscard a dit.

SOUS LE CALME, LA CRAINTE

Quant à l'Europe, si nous suivons avec attention sa construction, puisqu'elle s'oppose par cela même aux deux superpuissances, nous n'oublions pas que l'Europe dont on nous a parlé hier soir est celle des monopoles et que nous n'avons nullement l'intention qu'elle se fasse sur nos dos.

Enfin, on a eu droit aussi à un nouvel épisode de la bataille de chiffonniers avec Chirac :

« S'il y avait eu en France un chef d'Etat agité, l'opposition serait au pouvoir, car il aurait cédé à ceux qui le pressaient, en 1975 et 1976, de dissoudre l'Assemblée ; par ailleurs, il y aurait sans doute eu, cet hiver, un Mai 1968 social... ».

Pour une fois, Giscard dit la vérité : de Giscard-Barre et Cie, les travailleurs en ont ras-le-bol !

René BREAND

* Les chiffres et éléments utilisés sont tirés du rapport sur la situation intérieure présenté à la 7e session du Comité central du PCML. Le rapport paraîtra intégralement dans l'édition datée du 24 avril 1979.

Discussion à l'Assemblée nationale du projet de loi sur les immigrés

Les droits et la dignité des immigrés bafoués

JEUDEI, l'Assemblée nationale examine le projet de loi sur les immigrés présenté par le gouvernement. Ce projet liquide pratiquement tous les droits déjà très limités des travailleurs immigrés. La validité des cartes de séjour est ramenée à un an. L'insuffisance de ressources, la mauvaise santé, le simple fait de faire grève, d'être chômeur, etc. seront, avec ce nouveau projet, des motifs suffisants pour expulser les travailleurs immigrés. Un tel projet qui dépasse en iniquité toutes les précédentes mesures (dont certaines avaient été annulées par le Conseil d'Etat), doit être implacablement combattu.

Selon ce projet, les immigrés non européens recevront une carte de séjour valable un an et renouvelable donc chaque année. Cette carte remplacera les cartes actuelles valables 3 et 10 ans. Cette mesure vise à adapter la main-d'œuvre immigrée aux exigences de l'emploi.

UNE MAIN-D'OEUVRE A LA MERCI DU POUVOIR

Si le chômage est important, le pouvoir refusera de renouveler les cartes de séjour pour nombre de travailleurs immigrés qu'elle jugera en trop. Cette « gestion » des travailleurs immigrés sera décentralisée et confiée aux préfetures afin d'adapter le renouvellement et le non-renouvellement aux besoins locaux. Nos frères immigrés ne sont plus des travailleurs ou des hommes et des femmes avec leurs besoins, leur dignité. Ils sont pour le pouvoir une simple marchandise qu'on jette ou que l'on garde un an de plus au gré de la fluctuation de l'activité économique. Seuls pourront bénéficier d'une carte de dix ans, ceux qui résident en France depuis vingt-cinq ans ou plus.

LES DROITS FONDAMENTAUX BAFOUÉS

Le second volet de ce projet proprement scandaleux consiste dans la liquidation de pratiquement tous

viendrait donc passible lui aussi d'expulsion.

— *Motif d'ordre sanitaire* : sous cette formulation obscure, sont visés les immigrés malades, handicapés ou invalides. Ainsi, après avoir souvent causé des atteintes irréparables à la santé de nombreux immigrés que ce soit en raison des accidents du travail ou de maladies consécutives aux mauvaises conditions de logement, la bourgeoisie les renvoie chez eux parce qu'elle ne peut plus les exploiter rentablement.

— *Le retour tardif des congés payés* : privés de leur famille, de leur pays pendant un an ou plus, les travailleurs immigrés allongent quelquefois leurs congés de quelques jours. Désormais, ce sera un motif d'expulsion.

Le pouvoir entend donc revenir sur tous les droits acquis par les travailleurs immigrés mais aussi sur des droits aussi élémentaires et vitaux que le droit au travail, à la santé, etc.

Contre ce projet qui veut faire de nos frères et sœurs immigrés des travailleurs dociles et sans droits, nous devons nous mobiliser dans les entreprises, les quartiers sous quelque forme que ce soit.

Henri MAZERAU



Le pouvoir considère les travailleurs immigrés comme une simple marchandise que l'on garde ou que l'on jette au gré des fluctuations économiques.

COMMUNIQUÉ

LE secrétariat du Comité central du parti communiste marxiste-léniniste informe que dans la nuit du 17 au 18 avril 1979, des slogans d'inspiration nazie : « Lévy, le PFN veille », accompagnés de croix gammées, ont été badigeonnés à Corbeil sur le mur du domicile de Monsieur Jacques Lévy. Ce dernier, militant du Parti communiste marxiste-léniniste, était candidat de l'Union ouvrière et paysanne aux élections législatives de mars 1978.

Le Parti communiste marxiste-léniniste dénonce l'activité des groupes fascistes et d'extrême-droite et appelle tous les antifascistes et démocrates de toute opinion à s'unir pour riposter à toutes les manifestations de caractère raciste et antisémite.

Il informe que Monsieur Jacques Lévy a décidé de porter plainte et d'alerter le Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (MRAP).

Le Secrétariat du PCML

INTERVENTION POLICIERE A SONOLOR (LA COURNEUVE)

La police est intervenue ce jeudi matin à 7 h et a expulsé les ouvrières qui occupaient l'usine. Plusieurs centaines de travailleurs, en particulier des entreprises voisines (Norton, Rateau, SNIAS...) se sont aussitôt massées pour bloquer les issues de l'usine et empêcher la sortie de camions venus pour embarquer le matériel et les stocks.

Des débrayages sont prévus toute la journée, ainsi qu'un grand rassemblement ce vendredi à 11 h devant Sonolor.

TELE GISCARD



Journées de solidarité à Dunkerque, Denain et Fameck

Les 29, 30 avril et 13 mai
organisées par le PCML



La solidarité : le premier acte pour l'unité

DUNKERQUE, Denain, 29 et 30 avril, Fameck le 13 mai. Les journées de solidarité ouvrière avec les sidérurgistes, organisées par notre parti, vont se dérouler bientôt et nous donnons dans ces deux pages quelques reflets de leur préparation.

Le plan des maîtres de forges, le premier d'entre eux — l'Etat des monopoles avec, à sa tête, Giscard-Barre — en a de longue date établi l'ordonnancement et les détails. Or, ce plan approche de ses premières échéances si lourdes de conséquences pour les travailleurs.

FACE AUX MAITRES DE FORGES

Depuis des mois, les sidérurgistes se sont battus avec acharnement, mais sans pouvoir imposer un recul à l'ennemi : leur lutte est restée trop dispersée et surtout les profits des barons de l'acier n'ont guère souffert.

Aujourd'hui, la production est atteinte à Dunkerque et à Fos tandis que les usines vouées à la fermeture ou aux licenciements massifs, tant à Usinor (Denain, Longwy) qu'à Sacilor en Lorraine, continuent de tourner.

Les banquiers et maîtres de forges d'autres pays sont prêts à apporter leur aide, si nécessaire, à leurs congénères français : les patrons d'Usinor ont bien fourni Volkswagen en tôlerie pendant la grève des sidérurgistes allemands !

Contre les grévistes de Dunkerque ou Fos, Giscard-Barre utilisent tout l'arsenal des mesures de division, d'intimidation ou de répression : du lock-out aux jugements en référé pour occupations prétendues illégales, en attendant de s'attaquer carrément au droit de grève ou de manifestation.

Plus que jamais, l'unité de tous les sidérurgistes, l'unité de toute la classe ouvrière serait nécessaire pour briser ce coup formidable et stopper l'offensive du capital. De cette offensive, les vagues prochaines s'annoncent ou se précipitent : contre les travailleurs immigrés, contre les libertés et droits démocratiques, encore et encore contre l'emploi,

dans la téléphonie, dans la fonction publique, dans la navale.

BIEN DES OBSTACLES A SURMONTER

Il y a bien sûr à surmonter bien des obstacles : en premier lieu ceux dressés par les monopoles qui savent fort bien doser leurs coups, semer la division, user des promesses et du bâton, organiser des diversions, répandre des illusions... A cela, ont contribué aussi les directions confédérales des grands syndicats ouvriers, ces syndicats sans lesquels les travailleurs ne sauraient mener de luttés.

Par exemple, elles ont accepté le plan de négociations à rallonge proposé par le gouvernement : discussions séparées pour Usinor et Sacilor (comme si le plan n'était pas d'ensemble, pour toute la sidérurgie), bassin par bassin, avec les PDG, avec les ministres, avec les ministres et les PDG...

Plutôt que de tout faire pour la victoire, ne préféreraient-elles pas, comme les états-majors de partis auxquels elles sont liées, se disputer le capital de mécontentement et de combativité des travailleurs, voir briser un outil de la lutte. La section CFDT d'Usinor-Dunkerque, suspendue le 30 mars par les dirigeants de la fédération de la métallurgie CFDT pour protéger leur pouvoir dans le syndicat, cela n'est-il pas un coup porté à la lutte ?

Et le temps passe qui voit se rapprocher les échéances. Nous sommes encore petits, et l'orientation, la conduite, la décision des actions ne dépendent guère de nous.

Est-ce à dire que nous ne pouvons être que spectateurs, observateurs de la lutte, que nous ne pouvons que dire : « Voilà qui est bien, voilà qui est mal » ?

LE PREMIER ACTE POUR L'UNITÉ : LA SOLIDARITÉ

Construire l'unité de la classe ouvrière, sur de solides

bases de classe, tel est le but que nous voulons atteindre avec bien d'autres travailleurs, militants syndicalistes ou d'autres organisations politiques. Avec eux, nous le ferons, en agissant. Et le premier acte pour l'unité, n'est-ce pas la solidarité ?

Cette solidarité nous avons voulu contribuer à la construire à chaque pas du combat, en premier lieu avec notre journal :

— En rencontrant et en donnant la parole à des militants sidérurgistes, CGT ou CFDT, à Dunkerque, Denain ou Longwy, pour faire connaître les problèmes ;

— En essayant de dégager, au fil de ces enquêtes sur le terrain, les obstacles à l'unité, contribuer à briser les cloisonnements entre les boîtes, à montrer la dimension du coup, que c'est l'affaire de toute la classe ouvrière !

Nous avons appelé dès le début à la solidarité, celle d'abord de nos militants et lecteurs dans leurs propres entreprises, leurs quartiers. Ainsi, par exemple, un groupe de nos militants s'est rendu à Longwy pour y apporter sa solidarité.

Nous avons concentré nos forces dans ce sens car, nous le savions, face à l'offensive patronale, les sidérurgistes se trouvaient, se trouvent toujours aujourd'hui, en première ligne.

A Dunkerque, à Denain, en Lorraine à Fameck, nous avons voulu fournir les moyens pour que d'autres militants, d'autres travailleurs d'entreprises en lutte ou non puissent apporter aussi leur solidarité, rencontrer des sidérurgistes, se rencontrer, pour que convergent mieux leurs luttés.

Une pierre dans l'édifice de l'unité. Une étape aussi dans sa construction, enrichissante nous en sommes sûrs, pour ceux qui pourront y participer.

Gilles CARPENTIER

Le 29 avril se prépare à Dunkerque

Au cours de ces journées de grève, on a l'occasion de parler avec de nombreux travailleurs et ils sont déjà quelques-uns à qui je parle de la journée de solidarité du 29 et que l'initiative intéresse. « L'unité, c'est sûr, c'est ce qu'il faut ». Tous ont bien conscience qu'un gros obstacle à la lutte, c'est la division dans la classe ouvrière.

Un lockouté de Dunker-

que me dit : « Je note cela sur mes tablettes ». Jean Gosset, ancien responsable de la CGT-Louvroil, a dit qu'il viendrait faire part de son expérience.

Je vais voir un autre sidérurgiste d'Usinor-Dunkerque. Il a invité un autre collègue chez lui et il me présente : « Vois-tu, c'est une militante de l'Humanité rouge, c'est un journal qui défend les travailleurs. Ils organisent un meeting

le 29 ». Il explique un peu à son camarade le contenu du meeting. « Tu vois, ajoute-t-il, j'aime mieux aller à plusieurs. Comme cela, je demande aux camarades s'ils ont perdu leur temps ou pas et on peut mieux juger le meeting ».

Ce matin, je vais voir les chauffeurs de la SADO, toujours en grève, pour mettre au point leur participation au 29. « On viendra de toute façon, même si d'ici

là on a réussi à faire céder le patron et repris le boulot ».

Il nous reste encore beaucoup de contacts à aller voir. On a prévu d'intervenir sur les marchés, au porte à porte... La réussite du 29, c'est important car, même avec ses moyens encore modestes, notre parti peut aussi contribuer à redonner confiance aux travailleurs et montrer que l'unité, la solidarité, ça existe.

Avec les travailleurs nantais

La solidarité, parlons-en !

NANTES, jeudi 12 avril, au « Bout des pavés », quartier nord de la ville. La cellule locale de notre Parti organisait une petite réunion de camarades et amis ou proches, travailleurs de diverses entreprises de Nantes - téléphonie (LMT), Dubigeon, Batignolles, Transports routiers — ou employés. Au mur, plusieurs coupures de notre journal, des affiches, une carte : Dunkerque, Denain, Longwy...

La lutte des sidérurgistes, c'est le thème de la soirée. Or, j'ai eu plusieurs fois l'occasion de parcourir les cités d'Usinor autour de l'immense usine condamnée par les barons de l'acier à Denain, le quai minéralier à Dunkerque, les rues de Valenciennes, ou de Paris, avec des milliers de travailleurs, en solidarité avec les sidérurgistes.

De passage à Nantes et prévenu par les camarades, j'ai bien sûr aussitôt accepté de participer à cette soirée. Ce que j'ai pu apprendre sur le terrain auprès de militants, dans les unions locales, dans les courées, j'ai

bien sûr essayé de l'écrire. Mais il y a tant à dire !

Le plan des maîtres de forges, la sidérurgie en Europe, la lutte et ses difficultés, les problèmes syndicaux, des questions sur tout cela. Et aussi, les problèmes d'ici, à Nantes.

L'embauche sous contrat à durée limitée et les bas salaires aux Batignolles (le grignotage des avantages acquis), les licenciements dans la téléphonie, dans la navale qui menacent. Les itinéraires : « Il y a là une sacrée division. Y en a qui aiment ça : les déplacements, ça fait des paies pas trop mauvaises, le changement, etc. Et même certains qui disent que si ça licencie dans telle boîte, ça fera du travail pour nous ».

Bref : l'unité, les revendications, les problèmes pour lutter. De tout cela, il sera possible de discuter aux journées de solidarité, avec des sidérurgistes, avec d'autres travailleurs, avec les rédacteurs et correspondants de notre journal. Ceux qui étaient présents, viendront-ils ? Il y a du temps pour y penser.



AU PROGRAMME

DUNKERQUE le 29 avril 1979

En fin de matinée, sera organisé un tour commenté de la ville (port, Usinor, etc.) et seront possibles des rencontres avec la population à Saint-Pol et Grande Scynthe. La journée se poursuivra l'après-midi à partir de 14 heures Salle du Fort-Louis, rue du Fort-Louis avec :

TROIS TEMPS FORTS

Un spectacle théâtral : « *A l'endroit nous le remettrons ce monde à l'envers* », du théâtre du Printemps, qui évoque la vie, les expériences et la prise de conscience d'un jeune ouvrier du Nord à la recherche de travail en 1979.

Un échange des délégations sur la lutte contre les licenciements et la solidarité avec les interventions de sidérurgistes, de travailleurs de l'électronique, de travailleurs et travailleuses d'autres entreprises menacées et en lutte contre les licenciements.

Une intervention du secrétaire général du Parti communiste marxiste-léniniste. D'autres activités seront prévues.

Rencontres et échanges autour des stands d'entreprises.

Discussions en groupes restreints par thèmes : le chômage dans la jeunesse, l'action syndicale pour l'emploi, les tactiques et formes de lutte, la division de la classe ouvrière, le chômage des femmes...

Discussions avec les journalistes de *L'Humanité rouge* et avec les militants du Parti communiste marxiste-léniniste au stand du Parti.

Informations et achats à un stand de livres principalement consacré à la vie et aux luttes de la classe ouvrière.

Et encore des moments culturels :

Chansons nouvelles de *La Lyre des travailleurs* consacrées à la situation actuelle dans le Nord.

Un spectacle théâtral : « *On a déjà vu ça quelque part* » par une équipe de jeunes travailleurs, l'équipe de la Lionderie de Hem, qui terminera la journée vers 21 heures.

DENAIN le 30 avril 1979

En fin de matinée, rencontres et visites des corons de sidérurgistes de Denain, Lourches et Escaudain.

L'après-midi, le programme est analogue à celui de Dunkerque avec des horaires plus stricts et un espace plus limité, le meeting aura lieu à la Salle des conférences, rue Roger Salengro à Denain.

FAMEL (Lorraine) le 13 mai 1979

Le programme précis sera fourni ultérieurement.

Déjà des travailleurs et des délégations des entreprises nous ont annoncé leur participation : des sidérurgistes de Denain, Dunkerque et de Lorraine, Alstom (St-Ouen), Ericsson (Brest), Garnier (Redon), Kodak (Vincennes), Thomson (Bagneux), Thomson (Malakoff), SADO (Dunkerque), Malichaud (Orléans), CEPEN (Orléans), Orlane (Orléans), SMG (Clermont), Habillement (Toulouse), LMT (Massy), LMT (Nantes), SFP (Paris), Ronts (Lyon), etc.

Nous publierons les noms des autres délégations dans *L'Humanité rouge*.

L'Humanité rouge - BP 61 75861 Paris cedex 18

DUNKERQUE

Le mot d'ordre net et précis attendu n'est pas encore venu !

Pourtant le besoin d'une action solidaire se fait sentir plus que jamais et de bonnes conditions sont réunies pour cela

LE meeting devant les grands bureaux a rassemblé mardi 1 500 travailleurs. Une bonne partie des grévistes des hauts fourneaux sont là avec les lock-outés. A 13 h, des délégués de la section CFDT, non reconnue par la FGM, sont allés à l'assemblée générale des hauts fourneaux et, malgré l'opposition des membres du « collectif » qui voulaient les faire taire, les travailleurs ont exigé qu'on leur laisse la parole car, pour les ouvriers, ils restent délégués à part entière et ont droit à la parole, comme chacun d'entre eux d'ailleurs. Un haut fourneuste me disait cet après-midi : « Ce ne sont pas les syndicats qui nous disent ce qu'il faut faire, mais c'est nous qui décidons. Le syndicat

suit ou pas ». Par contre, un lock-outé faisait cette réflexion : « Ça donne bientôt l'impression d'être plus une grève de syndicats qu'une grève de travailleurs. Les syndicats nous disent de faire ceci et on suit ».

Certes, ce ne sont que des remarques personnelles, mais elles reflètent cependant une différence de situation entre les hauts fourneustes en grève, réunis au haut-fourneau HF 4, tous les deux jours et qui décident en commun de la poursuite de l'action et les lock-outés, relativement peu nombreux à se retrouver à 14 h devant les grands bureaux où, chaque fois, ce sont les trois mêmes pontes syndicaux de la CGT, FO et du « collectif CFDT » quand il est représenté, qui prennent la parole.

Mais revenons-en à cette assemblée générale des hauts fourneustes où CGT et délégués de la section CFDT les appellent à ne pas s'enfermer dans la seule lutte des hauts fourneaux mais à s'unir aux lock-outés pour les mêmes revendications : augmentation des salaires, paiement des journées chômées.

A 14 h, ils sont devant les grands bureaux, ils seront une centaine de travailleurs à aller, après l'assemblée générale, renverser à terre le coke des wagons desservant la cokerie. « On aurait dû aller plus loin, me dit le haut fourneuste avec qui je discute. Il fallait vider complètement les wagons et pas

Suite page 6

DUNKERQUE

3ème semaine de grève des chauffeurs de la SADO

Suite au licenciement abusif d'un chauffeur, les travailleurs de la SADO se mettent en grève avec occupation

LA SADO, Société des autobus de Dunkerque-ouest, compte environ 50 bus, dont la plupart sont réservés aux transports des ouvriers d'Usinor et certains à la ligne Grande-Scynthe-Dunkerque, et le transport d'enfants. Le 19 mars dernier, suite au licenciement abusif de l'un des leurs, les travailleurs de la SADO, syndiqués à la CGT, se mettent aussitôt en grève avec occupation à 50 sur un effectif de 65 travailleurs (dont plusieurs femmes). Leur camarade était licencié pour « faute lourde » : s'être caché derrière une banquette au lieu de nettoyer le bus ! Pour appuyer cette « accusation » pour le moins légère, le patron cherche des antécédents et remet sur le tapis une affaire pourtant réglée par l'inspection du travail : un accident survenu il y a plus d'un an dans l'enceinte d'Usinor. En fait, ce licenciement devait servir d'exemple à des travailleurs jugés trop combatifs.

Depuis le début de la grève, quatre autres lettres de licenciement ont été envoyées à deux délégués du personnel et deux délégués suppléants du CE pour fait de grève. Une pression de plus du patron pour essayer de briser la lutte, mais qui n'a fait que renforcer la détermination des travailleurs : « On n'arrêtera pas la grève avant d'avoir obtenu satisfaction ! », nous dit un des chauffeurs qui, en l'occurrence, est une femme. A ce propos, un gars nous dit : « Depuis la dernière grève, le patron a embauché plus de femmes, mais manque de pot, ce sont elles les plus combattives » !

Depuis 21 jours qu'ils sont en lutte, les travailleurs n'ont pu encore obtenir d'entrevue avec le patron. Les grévistes ont fait pression sur les élus de gauche, notamment Denvers, président de la CUD (Communauté urbaine de Dunkerque), et auprès de Maître Lecluse, président du syndicat mixte des transports, pour qu'ils interviennent auprès du patron.

Silence jusqu'à maintenant. Mais comment s'étonner ? Maître Lecluse se trouve être en même temps le défenseur du patron de la SADO. On ne peut défendre réellement les travailleurs en lutte et être en même temps l'avocat de leur patron !

Quant à Denvers, comment s'étonner de son silen-

ce quand on sait que la CUD a racheté la ligne Grande-Scynthe-Dunkerque à la SADO, au prix fixé par l'agent-comptable de la SADO, lui-même membre de la CUD ! Et cette même ligne, la CUD confie son exploitation, devinez à qui ? A la SADO mais sous la forme d'un contrat forfaitaire, passé avec une autre société de bus, la STDE, dépendant de la CUD. Que les bus roulent à plein ou à vide, la SADO empoche la même somme. Tout bénéfice pour la SADO.

Il est certain que les chauffeurs de la SADO ne peuvent compter que sur leurs luttes et sur la solidarité des chauffeurs des autres lignes.

Leur action, ils la font connaître en manifestant en ville à vitesse réduite, bloquant ainsi la circulation à Dunkerque et aussi l'entrée de l'autoroute. Blocage des cars qui effectuent le transport des ouvriers d'Usinor et diffusion de tracts. Mardi dernier, 10 avril, les grévistes d'Usinor-Dunkerque et de la SADO manifestaient côte à côte, scandant : « Usinor-SADO, même combat ! ».

Outre la popularisation, l'action des chauffeurs a coûté très cher à leur patron qui doit payer à Usinor la location d'autres cars pour assurer le service d'Usinor, cars conduits par des ouvriers d'Usinor, ayant un permis poids lourd et dont la SADO doit payer aussi

les heures de travail à Usinor en dédommagement. Tant pis si ces chauffeurs occasionnels n'ont pas conduit de bus de leur vie ou depuis X temps. Usinor se moque bien de la sécurité, on le sait. Le patron doit aussi payer les heures perdues par les sidérurgistes, bloqués par les chauffeurs de la SADO à l'entrée de l'usine. Mais la SADO préfère payer des sommes colossales à Usinor plutôt que de satisfaire les revendications des travailleurs.

Injures, intimidations, convocation à la gendarmerie le dimanche, la hargne du patron est telle qu'il va jusqu'à menacer de mort les travailleurs, quand ce n'est pas son chef de garage qui donne l'ordre à un bus de foncer sur la voiture en panne d'un des chauffeurs. Résultat : un blessé (la femme du chauffeur) et deux voitures endommagées.

Mais le patron peut bien se déchaîner, les travailleurs de la SADO sont bien décidés à gagner.

Et pour gagner, la question des finances est d'importance. Tous nos amis lecteurs et ouvriers le savent bien. Aussi, les appelons-nous à soutenir financièrement les chauffeurs de la SADO en envoyant leur soutien à :

M. Moscet Patrick
14, rue de Fort-Mardyck
Grande Synthe - 59760

Correspondant de presse
Dunkerque

Les revendications

- Réintégration des licenciés ;
- Prime de vacances de 40 F par semaine de présence, comme à la STDE, au lieu de 20 F actuellement ;
- 13e mois ;
- 3 500 F de salaire de base ;
- Mise en place d'un projet d'augmentation suivant le coût de la vie ;
- Calcul des heures supplémentaires à la semaine.

Les chauffeurs de la SADO et les rencontres de solidarité

Les travailleurs de la SADO viendront au rassemblement de solidarité du 29 avril à Dunkerque, organisé par le PCML afin d'expliquer et populariser leur lutte, afin aussi d'exprimer leur solidarité à la lutte des sidérurgistes, solidarité déjà active sur le terrain.

Suite de la page 5

seulement ouvrir les trap- pes ». La combativité des hauts fourneaux est grande « Pas question de reprendre, même si toute l'usine rentre, tant qu'on n'aura pas obtenu ce qu'on voulait, on ne fera pas comme Mardyck ».

A Mardyck, les grévistes ont repris le travail mardi 17.

QUELLES PROPOSITIONS POUR LA LUTTE ?

Lalouette, délégué CGT d'Usinor-Dunkerque, annonce, pour le vendredi 20, une nouvelle « marche sur Paris » : « Nous proposons aussi d'aller vendredi par centaines à Paris pour exiger l'ouverture de négociations ».

Mais qu'attendre d'une nouvelle descente à Paris ? N'est-ce pas encore une fois éloigner les travailleurs du terrain même de la lutte ? On peut se demander d'ailleurs quelle consultation des travailleurs a précédé cette décision à voir le silence total suivre cette proposition, et quand on constate que le mercredi après-midi, seule une dizaine de travailleurs s'étaient inscrits, remettant bien en cause ainsi cette nouvelle venue sur la capitale. L'autre proposition, c'était celle d'un

rassemblement et meeting interprofessionnels le jeudi 19, le matin, place Jean Bart à Dunkerque, l'après-midi à Calais. Initiative qui peut être positive mais on ne peut que regretter le manque de battage dans la préparation de l'action.

Mercredi à 14 h, quelques dizaines de travailleurs seulement se réunissaient devant les grands bureaux d'Usinor-Dunkerque et aucun rendez-vous n'était donné pour aller tous ensemble sur Dunkerque.

C'est dans tout le trust qu'il faut coordonner l'action. Dunkerque-Fos sont en arrêt. Montataire téléphonait mardi à Mardyck pour demander où en était l'action. Eux-mêmes, menacés de chômage, ne font que de la bricole. Les conditions objectives sont réalisées pour une lutte unifiée de l'ensemble des sidérurgistes. Les directions syndicales lancent des initiatives qui semblent globaliser l'action et unifier la lutte. Mais qu'en est-il vraiment ? On l'a déjà vu pour la marche sur Paris du 23 mars qui, si elle a rassemblé des milliers de travailleurs, n'a pas fait progresser les luttes des travailleurs sur le terrain de l'entreprise. L'occasion de cette unité, la marche sur Dunkerque du 6 avril, s'est trouvée sabotée par l'absence de mobilisation de la CGT et l'atta-

que en règle de la FGM-CFDT contre la section d'Usinor-Dunkerque.

Maintenant, l'organisation de l'action, déjà bien floue par son contenu et ses objectifs, est laissée à chaque usine. Le 18, journée de grève à Denain et à Longwy, mais les autres jours, la production ne traîne pas, alors que Dunkerque et Fos sont à l'arrêt.

Ne serait-il pas beaucoup plus juste d'appeler par un mot d'ordre net et précis les travailleurs de Denain et Longwy à bloquer la production. C'est pourtant le moment ou jamais !

En tout cas, ici à Dunkerque, Denain, Longwy, on n'entend jamais les responsables syndicaux en parler, à croire qu'ils les considèrent déjà comme morts et enterrés.

Même la situation à Usinor-Mardyck n'est pas examinée de près. Et pourtant, les luttes des travailleurs d'Usinor-Dunkerque et Mardyck ne peuvent qu'avoir des répercussions l'une sur l'autre. Ainsi, la reprise du travail à Mardyck déçoit non seulement les travailleurs les plus combattifs, mais aussi de nombreux sidérurgistes d'Usinor-Dunkerque. C'est une brèche dans la solidarité qui commençait à se forger. Espérons qu'elle pourra être colmatée.

Que s'est-il passé à Usinor-Mardyck ?

VENDREDI soir, à l'issue du jugement rendu par le tribunal d'instance de Dunkerque, exigeant la levée du piquet de grève (voir HR No 1074), la décision des grévistes était claire et nette : renforcer le piquet, ne pas céder devant l'intimidation. Mais le week-end de Pâques, les travailleurs sont peu nombreux au piquet et l'idée que la grève devient trop minoritaire commence à poindre. Mardi, à 7 h 30, il y a 300 personnes, dont le personnel des grands bureaux et la maîtrise qui est venue en force pour peser de tout son poids sur la reprise. La CGC appelle les travailleurs à reprendre le travail à 8 heures. Une première levée provisoire du piquet est décidée par les organisations syndicales pour permettre une négociation. Mais, bien sûr, la direction, qui sait ne plus pouvoir compter sur la maîtrise présente massivement, loin de se satisfaire de cette concession, veut élargir la brèche ainsi créée. Elle exige la levée totale du piquet et la reprise du travail. Flottement, indécision...

la bagarre avec les CRS : « inutile de se faire casser la gueule », etc.

Mais surtout ce qui a manqué, c'est d'arriver à une mobilisation suffisante des travailleurs, capable de donner une assise solide à l'occupation. « Les premiers jours, on était 300 au piquet et puis ça a diminué de jour en jour ». Mercredi, la Voix du Nord faisait état d'un communiqué de la CGT et de la CFDT-Mardyck exigeant qu'aucune mesure de chômage ne soit prise envers les travailleurs : « Si la direction ne tenait pas parole, les travailleurs étaient prêts à poursuivre l'action contre le chômage et pour la satisfaction de leurs revendications ».

Quand on sait que c'est la menace de chômage technique qui a déclenché

l'occupation et qu'Usinor-Dunkerque étant toujours à l'arrêt, la situation n'a pas changé, comment faut-il prendre ce communiqué ? Est-ce une manière de se donner verbalement bonne conscience devant la direction ou un avertissement à peine déguisé que la lutte n'est que partie remise ? En tout cas, comme le disait un travailleur : « La balle est maintenant du côté du directeur ».

Espérons que les travailleurs sauront la lui reprendre et marquer le but, profitant de l'acquis important que représente quand même cette première grosse lutte : la première grève avec occupation, la première fois qu'il y a jonction avec l'action à Usinor-Dunkerque, et cela c'est positif.

Correspondante Dunkerque

CULTUREL

« On a déjà vu ça quelque part »

SAMEDI 14 avril, a eu lieu la représentation de « On a déjà vu ça quelque part », pièce jouée par l'équipe de la Lionderie à « La bulle » près de la piscine des trois villes à Hem (quartier Longchamp).

Un groupe de jeunes s'est réuni autour d'un club, autour d'un animateur.

Des jeunes qui ont des problèmes parce qu'ils sont jeunes, immigrés et parfois sans travail.

Ils ont eu l'occasion d'exprimer ces problèmes parce que l'éducateur en question est un animateur du « Théâtre du Printemps » dont ils ont vu la pièce, « Octobre aujourd'hui ». Finalement, ça donne ce spectacle qui est une réussite, d'abord parce qu'on voit qu'ils prennent plaisir à jouer.

L'histoire est simple : deux terriens débarquent sur une planète où s'affrontent têtes pointues et têtes carrées ; les têtes carrées produisent, les têtes pointues empochent.

Les têtes pointues ont de gros problèmes : la ruine du royaume, la crise dans le pays. Leur coupable est trouvé ; les têtes carrées. Mais les têtes carrées ont la tête dure et ne se laissent pas faire. Bref « on a déjà vu ça quelque part ».

Débat à la télévision sur les femmes battues

C'est la pression sociale qui ferme le cercle

Les barrières du manque de travail, du manque d'argent, les enfants et la peur empêchent les femmes battues de mettre fin à leur cauchemar

MARDI 17 avril, les Dossiers de l'écran abordaient, pour la première fois, le problème des femmes battues. Depuis longtemps, on n'avait pas vu un débat aussi intéressant dans cette émission. Après un téléfilm américain suffisamment ouvert pour permettre la discussion, ce sont les femmes elles-mêmes qui ont pris la parole. Pour une fois, on était au cœur du problème. En fin de soirée, à la question : « Mais pourquoi une femme reste-t-elle avec un homme qui la bat ? », il n'y avait plus beaucoup de téléspectatrices qui auraient répondu, sans beaucoup plus réfléchir : « Moi, à la première gifle, je partirai ».

exécutées sur le cercueil de leur époux.

Aujourd'hui nous n'en sommes plus là bien sûr, mais que penser de ce procès récent où, par le biais d'arguments juridiques, un homme qui avait tué sa femme à force de coups, a réussi à se faire acquitter ?

C'était il y a quelques semaines dans les Yvelines.

Que pensez aussi des réactions générales devant les femmes battues, « c'est un problème de vie privée » et la loi n'intervient pas.

Quant à la police, le témoignage d'une femme présente était accablant : de même qu'une femme qui s'est fait violer l'a cherché, une femme qui se fait battre par son mari l'a provoqué. C'est toujours elle qui est coupable.

LE DROIT A L'ÉGALITÉ

Les coups de téléphone très nombreux ont montré la profondeur de ce problème qui n'est pas un phénomène marginal de société. Cette émission aura, par sa richesse et sa qualité, apporté sa petite contribution à une lutte longue et difficile : celle des femmes pour leur droit à une véritable égalité. La représentante de SOS femmes battues l'a bien expliqué : s'il y a une loi anti-raciste, il n'y a pas de loi anti-sexiste qui condamne la discrimination homme-femme d'un point de vue général. Il n'y a que des décrets partiels.

Égalité devant le droit au travail aussi. Comment une femme battue pourrait-elle partir si elle n'a aucun moyen de subsistance pour elle et ses enfants.

Par contre, ce n'est pas un hasard si les cas de femmes battues qui travaillent sont si rares. L'indépendance financière, l'expérience sociale acquise dans les entreprises confèrent aux femmes une position autrement forte pour affronter les contradictions avec leur mari ou compagnon, pour empêcher qu'elles ne deviennent antagoniques, bien souvent dans notre société à leur détriment.

Claire MASSON

« Battre sa femme », combien de dictons, de plaisanteries, de sourires amusés, mais aussi d'incrédulité et d'idées reçues du style : « C'est bien parce qu'elle veut » ou pire : « Parce qu'elle le mérite », autour de cette question jusqu'ici taboue !

Pour la première fois, à la télévision, mardi soir, le voile était levé et c'est bien le résultat, là encore, de la lutte des femmes.

deviennent plus forts et plus fréquents. Et puis il y a le « repentir » de l'homme qui pleure et s'excuse devant sa femme meurtrie. La violence n'exclut pas l'amour. A la fin, quand la femme a perdu l'espoir et que la peur remplace l'amour, c'est l'isolement et la dépendance totale de la femme qui la maintiennent au foyer : pas d'argent, pas d'endroit où aller, et les enfants que la mère ne peut pas abandonner.

LA « BONNE FEE » DU FOYER

Un homme qui bat sa femme ne veut pas qu'elle parte. Souvent, il la cherche et la supplie de revenir. Là encore, tous les témoignages, celui du film, ceux des invitées et ceux des femmes du foyer Fiera Tristlan concordent. Si battre leur femme ne leur paraît pas « normal » (une des femmes pensait que la honte était pour eux un remède), c'est le résultat logique de l'idée qu'ils se font de la femme, celle qui est là pour leur service, leur détente, « le repos du guerrier », bien connu ! Si elle n'est pas soumise, si elle répond aux insultes, ils frappent.

L'HERITAGE MILLENAIRE

Cette représentation de la femme, c'est en réalité toute la société qui la porte. Héritée de la nuit des temps, probablement de l'apparition du patriarcat, elle est toujours entretenue par notre société capitaliste. Dans les sociétés antiques et féodales, le mari avait droit de vie et de mort sur sa femme — ou ses femmes — et ses enfants qui étaient véritablement sa propriété. Dans certaines sociétés, le veuvage n'existait pas puisque les femmes étaient

L'ESPOIR QUE LA VIOLENCE EST PASSAGERE

Les quatre femmes qui témoignaient mardi soir n'étaient ni des victimes ni des martyrs, elles ont expliqué — sans haine — le cercle infernal dans lequel elles étaient entrées sans le savoir.

Pourquoi une femme reste-t-elle avec un homme qui la bat ? Non pas parce qu'elle aime les coups, il faut faire écrouler les vieilles théories du goût des femmes pour la souffrance : la femme subit les violences, enfante dans la douleur, mais elle se révolte contre elles. Non, la femme n'aime pas les coups, elle aime l'homme bien qu'il la batte. Nuance. Amour qui pousse la femme à essayer de comprendre, de vouloir aider. On a tellement mis dans la tête des femmes que l'amour peut transformer le monde !

LES DIFFICULTES DE PARTIR

La violence elle-même est un processus : d'abord, des gifles, puis les coups,

L'apartheid et les luttes de libération en Afrique australe

Une exposition de photos, des documents à consulter à la librairie «Les herbes sauvages» à Paris

CHAQUE mois, la librairie « Les Herbes sauvages » présente un thème lié à l'histoire ou à la culture des peuples du monde. Ainsi, le mois de mars a-t-il été consacré à la Commune de Paris avec, en vitrine, des photos, des affiches et une exposition d'ouvrages historiques, de romans, etc. traitant de ce sujet.

Alors qu'un jeune sud-africain vient d'être pendu sur ordre du gouvernement raciste de Pretoria et qu'un mouvement de boycott s'organise contre la venue en France de l'équipe de rugby d'Afrique du Sud, la librairie, durant le mois d'avril, présente en vitrine et en exposition des photos et des documents sur l'apartheid et les luttes de libération en Afrique australe.

De même, les personnes désireuses de se documenter sur ce sujet pourront se procurer et consulter livres et revues.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE :
Histoire et politique : « L'Afrique du Sud en sursis », « Les enfants de Soweto », « La France et l'apartheid », « Vie et mort de Steve Biko », « Le drame rhodésien ».

Romans et poésie : « Pleure, ô pays bien-aimé », « Un oiseau disparu », « Soweto, soleils fusillés », « Les guetteurs de l'aube ». L'animation du mois de mai sera consacrée à l'occupation, la Résistance, la Libération.

Les Herbes sauvages - 70, rue de Belleville - 75020 PARIS, ouverte tous les jours de 10 h à 19 h, fermée le lundi matin.

SOUSCRIPTION

40 millions pour fin juin

La souscription sert directement à améliorer la qualité de notre journal

LA jeunesse ne constitue pas une classe sociale en soi. Il y a autant de catégories de jeunes que de couches sociales : ouvriers, employés, paysans, etc. Le comité de rédaction a débuté un travail sur les jeunes : les jeunes scolarisés, les stagiaires Barre, les jeunes chômeurs, la délinquance juvénile. Dans cette ébauche de plan de travail, un point noir, évident, saillait : aucun mot sur les jeunes ruraux.

C'est en partie, donc, pour pallier cette insuffisance que je me suis rendue en Bretagne.

Les discussions approfondies que j'ai eues avec des militantes du MRJC, avec des jeunes paysans, avec des délégués lycéens, avec une militante de famille rurale d'Ille-et-Vilaine, ont surtout porté sur le problème du travail des jeunes, sur les difficultés pour pouvoir travailler la terre, mais aussi sur les loisirs des jeunes à la campagne, à la ville, sur des problèmes de pédagogie, de syndicalisation avec des normaliens.

Ce voyage ne s'est pas immédiatement matérialisé en articles. Il s'agissait plus d'une enquête que d'un reportage, mais elle a permis au comité de rédaction, et plus particulièrement au front intérieur, d'approfondir sa connaissance des problèmes spécifiques de la jeunesse. Elle a servi aussi à corriger une optique un peu trop marquée de « parisianisme », parfois.

Un seul exemple : l'empreinte de la religion catholique sur la Bretagne, l'essor des mouvements catholiques de jeunes sont remarquables en Bretagne. Il est certain qu'un tel contexte historique moule la Bretagne dans sa spécificité, tout comme le Nord ou le Languedoc-Roussillon ont des particularismes propres. Ces traits peuvent bien souvent nous échapper ici, à Paris, surtout si on est soi-même de souche parisienne.

Une telle enquête est largement positive mais elle n'est possible que si on a de l'argent. Ce voyage nous a coûté 156 F de train aller-retour et 100 F d'essence, donc 256 F de transport pour quatre jours. L'hospitalité des camarades nous a permis de ne pas dépenser des sommes superflues en hôtel et en restaurant. Voilà en quelques mots, et sur un exemple bien fragmentaire du travail du comité de rédaction, comment la souscription, l'argent des camarades, des lecteurs de notre presse, sert directement à améliorer la qualité de notre journal, nous permet de partir toujours plus de la réalité quotidienne des masses pour rédiger nos articles.

Nathalie VILLOTIERS

BLOC-NOTES

FOYER SONACOTRA « LANOUE » de MONTREUIL
Meeting de soutien aux résidents des foyers Sonacotra, ADEF, AFRP, en grève depuis quatre ans.

- Contre les mesures racistes de Stoléro ;
- Pour l'unité des travailleurs français - immigrés ;
Samedi 21 avril à 14 h 30 - Maison ouverte, 17 rue Hoche, Montreuil (garderie d'enfants assurée).

CONTRE LES EXPULSIONS
CONTRE LES SAISIES - ARRÊTS SUR SALAIRE
CONTRE LA FERMETURE DES FOYERS
CONTRE LES PROJETS DE LOI STOLÉRU
POUR L'UNITÉ FRANÇAIS-IMMIGRÉS

LE SAMEDI
21 AVRIL A 15H
PLACE
DE LA BOURSE
A
STRASBOURG

TOUS A LA MANIFESTATION REGIONALE
DES FOYERS SONACOTRA EN LUTTE

Contre les mesures racistes de Stoléro-Bonnet
Français-immigrés, tous dans la rue

MANIFESTATION
LE 21 AVRIL A 13 h 30

Rassemblement : mairie de Saint-Denis
(Métro Basilique)

- Non aux provocations et à l'arbitraire ; renouvellement immédiat et sans condition de nos titres de séjour !
- La police, les gérants racistes, hors des foyers !
- Non aux saisies-arrêts sur les salaires des résidents grévistes !
- Non à la fermeture des foyers !
- Non au projet raciste de Stoléro contre les immigrés !

A l'appel des comités de résidents de la Seine-Saint-Denis, soutenue par les organisations : UCFml, ASTI Saint-Denis, PSU Saint-Denis, CSCV, Francs Moisis, Métallurgie CFDT 93 Nord, UL-CFDT de Saint-Denis, LCR 93, Permanence antiexpulsions de Saint-Denis, Comité Français-immigrés du lycée Paul Eluard, JCR 93, Comité de parti Martyrs de Châteaubriand du PCML (93), En avant prolétaires, PCI, UD-CFDT, PCRml, PS de Saint-Denis.

MARSEILLE

Permanences du PCML

26, boulevard des Dames (2e) - 1er étage à droite - mercredi de 15 à 18 h. Samedi de 9 à 12 h.

Le prochain bimensuel
(n° 53) ne sortira pas
le 18 avril mais le 25 avril

Prenez contact avec le
Parti communiste marxiste-léniniste

NOM.
PRÉNOM.
Lieu de travail.
Adresse.
Code postal.

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druenne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 2eme trimestre 1979

Suite de la page 8

Une question me vient à l'esprit : « Vous avez aussi envisagé une coopérative ouvrière ? ». Ils l'ont envisagée : « C'est très discutable. A LIP, ils disent eux-mêmes qu'une coopérative ouvrière ne peut être qu'une solution d'attente. » La situation n'est d'ailleurs pas du tout la même : « Ils ont du matériel. Ils ont des ingénieurs. Ici, c'est différent ».

Restent donc les « solutions industrielles »... « Jusqu'à maintenant, on n'a eu aucune proposition sérieuse. Il y a bien eu la « tentative » de Thoran... mais c'était un escroc, comme le ministre l'a d'ailleurs reconnu. Depuis, rien ».

Aujourd'hui, à Réhault, on fait de la maroquinerie. Pour tenir le coup. Pour « prouver aussi aux pouvoirs publics qu'il y a là une carte à jouer ». De l'avis de la CFDT, « l'idée mérite d'être creusée ».



La grande grève de la chaussure en 1906. Elle dura plusieurs mois... grâce à la solidarité ouvrière.

L'occupation :
on continue !

« Au début qu'on occupait Réhault, on ne savait pas comment faire. On a passé des coups de fil à ceux qui savaient. Maintenant, il arrive qu'on nous demande des conseils ». Forts de leur expérience, les Réos continuent à occuper.

Ils occupent, malgré la menace d'une intervention des forces de l'ordre. Elle est toujours possible, depuis que la Cour d'appel de Rennes a ordonné l'expulsion. La menace ne semble pourtant pas trop pressante. L'expulsion devait être « immédiate »... et le jugement a été rendu il y a plus d'un an.

Reportage de
Yannick DAGORN



(Photo HR)



(Photo HR)

A Fougères, les «REOS»

L'énergie de l'espoir

REHAULT : usine occupée depuis trois ans et deux mois. Solidement arimée à l'entrée de l'usine flotte la bannière rouge frappée de trois lettres : RÉO. « *Toujours là les Réos, toujours en lutte* » semble-t-elle dire. Depuis le 29 janvier 1976, jour du dépôt de bilan, les travailleurs tiennent l'usine jour et nuit, sans interruption. Plus de 1 150 jours, plus de 1 150 nuits : le conflit le plus long de France. Bien sûr, ce n'est plus l'enthousiasme du début, l'occupation massive et offensive. Non. Trois ans, ça use. Le fait, cependant, qu'une lutte aussi longue se tienne, même si elle n'est pas encore aujourd'hui victorieuse, est quelque chose qui en dit long sur la ténacité des travailleurs. Le vent, la pluie, la tempête ont entamé la bannière. Mais elle proclame toujours la lutte contre les licenciements.

en général invités par les comités d'entreprise.

tanneries d'Annonay sont venus à Fougères. Depuis le début de l'occupation, de nombreux spectacles ont été organisés, avec l'aide du comité de soutien mis en place dès le début et auquel d'ailleurs, le PC et la CGT avaient refusé de participer ».

On a tenu : comment ...

Aujourd'hui, ce n'est plus exactement « la masse » comme dit Pierre. Combien sont-ils encore à occuper à tour de rôle ?

Il y a eu un carrefour des luttes en juin. Depuis, il y a eu des tas de rencontres avec d'autres usines en lutte : les LIP, les ouvriers de Griffet, les gars des



Le vent, la pluie, la tempête ont entamé la bannière. Mais elle proclame toujours la lutte.

«Embauche définitive des «coups de main» !

« Coup de main » : le nom que prend dans la chaussure fougéraise le travail temporaire. Les patrons de la chaussure embauchent pour quinze jours, pour un mois, jamais pour plus de trois mois à la suite. Parfois, ils débauchent un jour ou deux et ils reprennent les mêmes en « coups de main ». Cela peut durer, comme chez J.B. Martin par exemple, jusqu'à deux ans de suite. Etre en coup de main, c'est travailler dans les plus mauvaises conditions : payé au minimum, sans qualification, sans ancienneté, sans droit, sans garantie de l'emploi ! Dans un tract récent, la section du PCML de Fougères dénonçait l'utilisation odieuse des « coups de main » par les patrons. Ils profitent sans scrupule du chômage pour faire pression sur l'emploi. « Nous sommes tous concernés, actifs, coups de mains, chômeurs. Imposons le maintien des coups de main à leur poste de travail ! Exigeons l'embauche définitive des coups de main à leur qualification et ancienneté ! »

Aux confins de la Bretagne et de la Normandie, voici Fougères, la plus ancienne ville industrielle de Bretagne. A la fin du siècle dernier, la chaussure s'est développée ici. Les conditions d'exploitation y étaient effrayantes. Jusqu'à une date pas si éloignée, on exploitait même les enfants.

Dans *La Lutte continue*, bulletin du comité de soutien des Réos, une femme de 55 ans raconte : « On travaillait depuis l'âge de 11 ans. A cette époque, on nous cachait dans des caisses quand les inspecteurs venaient, parce que le patron ne respectait pas les lois sociales ». Les grèves aussi étaient dures. Telle la grande grève de 1906, qui dura plusieurs mois. (Voir carte postale).

« A Fougères, la chaussure, il n'y avait que ça », me dit Polo, un des licenciés de chez Réhault. « Des familles entières passaient chez Réhault ou dans les autres boîtes de la chaussure. Le père était chaussonnier, la mère aussi. Le fils à son tour devenait chaussonnier. C'est comme ça que je me suis retrouvé chez Réhault. En 1964, on était 80. Ça a monté jusqu'à 1 200 en 1969. Après ça a été la dégringolade ».

1976 : la chaussure dérape !

Janvier, février 1976 : la série noire. En moins de quinze jours, trois boîtes de chaussures ferment à Fougères. Le 29 janvier : dépôt de bilan chez Réhault, 650 personnes sur le pavé. La semaine suivante, fermeture de Maunoir (170 travailleurs) et de Morel et Gaté (270 licenciés). En tout, 1 140 emplois supprimés. Le taux de chômage double d'un coup sur la ville. Fougères 1976, c'est Denain avant l'heure.

Les frères Réhault, (les patrons) déménagent à la cloche de bois : Jean Réhault va prendre du bon temps aux Antilles ; son frère Paul ouvre un garage au Guilvinec... où il déposera à nouveau son bilan. Les gars de Réhault, de Maunoir, de Morel et Gaté restent à Fougères. Plus d'embauche dans la chaussure. Parmi les licenciés de 1976, 280 n'ont pas encore pu retrouver de travail : 200 travaillaient chez Réhault.

On occupe, on se bat

Depuis le 29 janvier 1976, Réhault est occupée. Pierre, militants CFDT, qui occupe encore, trois ans après, se souvient des actions menées en 1976 : « Dès le dépôt de bilan, on est resté dans l'usine. On a bloqué les stocks. A l'époque, il y avait 25 000 paires de chaussures dans les magasins.

Au début de la lutte, c'était la masse. Il y avait des manifestations pratiquement tous les jours. Ça a culminé le 1er Mai 1976, lors de la marche CFDT sur Réhault. C'est là qu'on a commencé à vendre les stocks. Après le 1er Mai, on a rayonné dans les unions de pays de Bretagne. On a été vendre des chaussures dans de nombreuses usines,

Entre cinquante et cent. Difficile d'être beaucoup plus précis. Certains gars de chez Réhault ont trouvé à s'embaucher ailleurs. Certains jeunes ont quitté la région. D'autres encore s'embauchent en « coup de main » (Voir encadré) dans d'autres boîtes de la chaussure, chez J.B. Martin en particulier.

Pour ceux qui n'ont pas d'emploi, on continue.

« C'est l'assemblée générale qui décide. Elle a lieu chaque semaine. Avant l'assemblée, il y a d'abord réunion de la section syndicale. Tous les problèmes sont exposés à l'assemblée générale et c'est elle qui décide. Tout le courrier expédié est d'abord visé par l'assemblée ».

Et l'occupation ? — « On fait huit heures de garde par semaine. C'est soit huit heures de rang, soit deux fois quatre heures. On a essayé de redémarrer la production de chaussure : ça a duré trois mois. On a été obligé d'arrêter car ça posait des problèmes techniques insolubles : quand on avait de la peausserie, on n'avait pas de talons, ou c'était les semelles qui manquaient. On ne pouvait tout de même pas demander à d'autres patrons de nous livrer... »

On s'est mis à faire principalement de la maroquinerie. On fait aussi du tricot et divers autres objets. Un atelier fonctionne pendant la journée. Le produit de la vente de cette fabrication et l'argent qu'on peut encore tirer des stocks de chaussures est partagé entre les travailleurs qui ont participé à la production et à la garde ».

Le « partage de solidarité » que les Réos se versent ainsi chaque mois vient compléter la somme qu'ils perçoivent des ASSEDIC. Les Réos sont aujourd'hui à leur huitième prolongation d'ASSEDIC, et c'est là une des victoires de la lutte : « On reçoit encore 35 % du salaire antérieur par les ASSEDIC. C'est un cas unique en France.

On a obtenu ça par la lutte, sans passer par des commissions paritaires. On a été plusieurs fois occuper le siège régional des ASSEDIC à Rennes. Et ils savent bien là-bas qu'au moindre mauvais coup de leur part, ils risquent d'avoir quelques petits problèmes.

Après trois ans d'occupation — en ajoutant le « partage de solidarité » aux versements des ASSEDIC — on arrive à reconstruire un salaire qui approche du SMIC ».

Les lendemains

Depuis que le conflit Tépaz a trouvé une solution, depuis que Rhône-Poulenc Textile à Péage-de-Roussillon a repris la production, les Réos se retrouvent un peu seuls dans la catégorie « lutteurs de fond ». Leur conflit est né à peu près à la même époque que l'affaire LIP.

« Les LIP, on connaît, on les a rencontrés. Ils sont venus quatre fois ici. Et moi, par exemple, je suis allé quatre fois à Besançon », me dit fièrement Polo :